

Observatoire de la prospective internationale de défense

Rapport trimestriel N° 8 - Octobre 2014



Un projet réalisé par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) et Futuribles, pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS)

futuribles
Veille, prospective, stratégie


IRIS
INSTITUT DE RELATIONS
INTERNATIONALES
ET STRATÉGIQUES


CEIS

SOMMAIRE

Éditorial	p. 3
Sélection trimestrielle	p. 4
• Afrique du Sud	p. 4
• Allemagne	p. 4
• Australie	p. 7
• Brésil	p. 8
• Canada	p. 9
• Chine	p. 9
• États-Unis	p. 11
• Royaume-Uni	p. 16
Autres publications	p. 18
Focus	p. 23
• États-Unis	
- <i>Creative Disruption: Technology, Strategy and the Future of the Global Defense Industry</i>	p. 23
- <i>The Future of the Army's Civilian Workforce: Comparing Projected Inventory with Anticipated Requirements and Estimating Cost Under Different Personnel Policies</i>	p. 26

Éditorial

Les thématiques couvertes par l'Observatoire de la prospective internationale de défense (défense et sécurité, ressources stratégiques, changement climatique, flux migratoires ou plus généralement les relations internationales) dessinent un champ d'analyse relativement large. Dans ce cadre, les objets soumis à l'analyse prospective sont nombreux et variés, même s'ils ne se laissent pas tous saisir avec la même facilité par la démarche prospective. Prolongeant des tendances déjà observées dans les exercices précédents, ce nouveau rapport révèle la diversité des chemins empruntables pour produire des analyses à vocation prospective.

Comme on le constate encore dans les travaux recensés dans ce rapport, la dimension géopolitique des questions énergétiques continue d'occuper une place non négligeable, révélant combien les phénomènes énergétiques constituent un objet commun pour l'analyse prospective. Reposant sur de nombreuses données disponibles, la prospective en la matière autorise un travail empirique concret, fondé sur des phénomènes quantifiables et évaluables, à partir desquels il est possible de tirer les fils des futurs possibles. Ainsi, aux États-Unis, les interrogations sur les implications géopolitiques et stratégiques de l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels se multiplient, et explorent les avantages que le pays est susceptible de tirer de cette nouvelle donne énergétique et le comportement qu'il pourrait (ou devrait) adopter à l'égard des autres acteurs internationaux. Au Royaume-Uni, sur fond de tensions avec la Russie, c'est l'évolution de la demande de gaz naturel en Europe qui est traitée. En Chine, enfin, c'est tout à la fois le système énergétique national qui est ausculté et les implications mondiales de la future indépendance énergétique des États-Unis.

L'entreprise d'analyse prospective se révèle en revanche plus incertaine, même si tout aussi utile, lorsqu'elle traite d'objets non quantifiables et au contour complexe, comme peut l'être la question des interventions militaires extérieures et de leurs effets. À l'heure des restrictions budgétaires dans le domaine de la défense et tandis que ces opérations extérieures ont tendance à se multiplier, l'enjeu de ces travaux est de tenter d'anticiper au mieux les effets à court et moyen termes des opérations extérieures menées, et d'en mesurer l'impact sur les dispositifs sécuritaires. Pour tenter de penser de tels phénomènes, on constate qu'un certain nombre de travaux ont recours à l'analyse des retours d'expérience sur le terrain. Or, le passé plus ou moins immédiat et les expériences se révèlent être des ressources analytiques nécessaires, voire indispensables, mais insuffisantes pour appréhender les évolutions à venir de phénomènes comme les interventions extérieures, qui dépendent de multiples variables difficiles à cerner.

Malgré les difficultés de ce type d'analyses, aux résultats plus incertains, la multiplication aux États-Unis des travaux relatifs aux expériences récentes d'interventions extérieures (Irak, Libye notamment) semble marquer une prise de conscience de la nécessité d'une meilleure anticipation des effets de ces interventions à l'avenir. Cela signe, indirectement, l'aveu d'interventions militaires menées sans qu'ait été pensée l'après-intervention militaire, sans qu'ait été préparée la phase de l'immédiate post-intervention. ■

Sélection trimestrielle

Afrique du Sud

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Hydrocarbures / Afrique de l'Ouest et de l'Est / Scénarios / Développement économique / Planification politique

Rapport du SAIIA, centre de recherche indépendant parmi les plus réputés en matière de relations internationales sud-africaines (fondé en 1934) • Publié dans le cadre du Governance of Africa's Resources Programme • Méthode des scénarios • Horizon à 10 ans et plus

HARVEY Ross, *Future Oil Revenues and Political Dynamics in West and East Africa: A Slippery Slope?*, Johannesburg : South African Institute of International Affairs (SAIIA) / *African Perspectives. Global Insights, Occasional Paper n° 188*, juin 2014, 36 p. URL : http://www.saiia.org.za/doc_download/533-future-oil-revenues-and-political-dynamics-in-west-and-east-africa-a-slippery-slope. Consulté le 10 octobre 2014

Cet article se propose de modéliser les interactions entre les dynamiques politiques et la rente pétrolière dans les économies dépendantes des ressources en hydrocarbures en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Pour établir ces scénarios, Ross Harvey s'appuie sur un cadre théorique élaboré par D. North, J. Wallis et B. Weingast, ainsi qu'un modèle de scénario théorique conçu par Robert Gates. Ainsi, l'auteur examine l'impact potentiel de la rente pétrolière — dont la répartition des richesses engendrées dépend surtout des équilibres politiques locaux — sur le développement de plusieurs États africains, notamment le Ghana, le Liberia, l'Ouganda et la Tanzanie. Après une analyse de ces scénarios, l'auteur critique le modèle de répartition des richesses issues de la manne pétrolière au sein des populations. Ross Harvey préconise une réforme progressive où les initiatives politiques se couplent avec la redistribution du pouvoir et donc des richesses. Dans sa conclusion, il estime en effet que les décideurs doivent définir des politiques de gestion de la rente pétrolière qui respectent les équilibres politiques locaux, sans rompre ces équilibres (ce qui provoquerait de l'instabilité) ni favoriser une élite prédatrice.

Allemagne

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Sécurité / Coopération / Climat / Arctique / Russie

Étude du Service de la prospective du ministère de la Défense allemand, chargé de mettre des outils scientifiques à disposition de la Bundeswehr et de poser les fondements de son orientation future • Évolution des relations internationales au sujet de l'Arctique, compte tenu des positions de la Russie lors de la crise ukrainienne • Utilisation de scénarios • Horizon post-2014 • Recommandations de politique de sécurité

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Ressources naturelles / Politique des ressources / Démarche participative

Rapport de la fondation Heinrich Böll créée par les amis et la famille du prix Nobel de littérature, proche du parti écologiste allemand, dont les objectifs premiers sont de défendre la démocratie et les droits de l'homme, et de lutter contre la dégradation de l'environnement • Ateliers de prospective • Pas d'horizon spécifique • Analyse et recommandations

Gerechtigkeit gestalten - Ressourcenpolitik für eine faire Zukunft. Ein Memorandum der Heinrich-Böll-Stiftung [Renforcer la justice. Une politique des ressources pour un avenir équitable. Mémoire], Berlin : Heinrich Böll Stiftung, collection Écologie, vol. 38, juin 2014, 56 p. URL : http://www.boell.de/sites/default/files/gerechtigkeit-gestalten_ressourcenpolitik_fuer_eine_faire_zukunft.pdf. Consulté le 10 octobre 2014

De l'extraction des sables bitumineux en Amérique du Nord et au Congo aux achats de terres à grande échelle en Asie et en Afrique, il est un fait que les ressources constituent une aubaine. Mais les profits ne sont pas justement distribués et la pauvreté ne se réduit pas. Ce rapport introduit la notion de « politique des ressources » et offre une nouvelle perspective combinant démocratie, écologie et droits de l'homme, qui serait le socle d'une politique des ressources juste et durable. Il est le résultat d'une démarche participative. Elle a duré deux ans et rassemblé des jeunes de 29 pays qui ont examiné les problèmes de ressources de leurs régions respectives dans 10 « ateliers du futur » organisés à travers le monde. Les rapporteurs de chaque atelier se sont ensuite retrouvés à Berlin pendant deux jours au cours desquels ils ont échangé et approfondi leurs idées avec l'équipe de la fondation Heinrich Böll. L'ensemble de la démarche a été suivi par 11 experts de l'environnement et des droits de l'homme de renommée internationale. Le rapport s'inspire largement des résultats des « ateliers du futur », des points de vue très variés des rapporteurs et des avis des 11 experts. Il est le résultat d'une sélection subjective effectuée par les deux auteurs principaux. Il ne vise pas à dégager un consensus — qui d'ailleurs n'existe pas — mais à constituer la première étape de l'exploration d'une nouvelle perspective dans la gestion des ressources.

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Sécurité énergétique / Approvisionnement / (In)dépendance / Russie / Iran

Étude de la DGAP, centre de recherche indépendant conduisant des études dans le domaine de la politique internationale, des questions de défense ainsi que de l'économie et des finances • Réflexions sur la sécurité énergétique de l'Europe, l'importance d'une diversification de l'approvisionnement en énergie et le rôle du gaz iranien • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques

ABDOLVAND Behrooz et PEPE Jacopo Maria, Die Ukraine-Krise und die Energiesicherheit Europas. Kann Iran russische Gaslieferungen ergänzen? [La crise ukrainienne et la sécurité énergétique de l'Europe. L'Iran peut-il compléter les livraisons de gaz russe ?], Berlin : Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), DGAP-Analyse n° 14, août 2014, 20 p. URL : <https://dgap.org/de/article/getFullPDF/25743>. Consulté le 10 octobre 2014

La crise ukrainienne a réveillé des doutes sur la fiabilité de la Russie en matière de livraisons de gaz à l'Europe, dont elle est le principal fournisseur. L'Europe devrait donc réfléchir à diversifier son approvisionnement et à réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie. La possibilité d'une livraison de gaz liquide par les États-Unis est contestée, et serait

longue et coûteuse. L'Iran en revanche pourrait constituer une alternative prometteuse. Certes, le projet Nabucco a échoué et les sanctions imposées à l'Iran du fait de la question nucléaire rendent toujours inenvisageable toute discussion dans le domaine énergétique. Cependant, si les sanctions étaient levées et les relations avec les États-Unis durablement normalisées, l'Iran devrait être considéré comme une option sérieuse pour diversifier l'approvisionnement énergétique de l'Europe. Ce que les ouvertures et les négociations diplomatiques récentes pourraient laisser augurer.

Australie

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Drones civils / Sécurité aérienne / Droits fondamentaux / Australie

Rapport du comité permanent aux affaires sociales et juridiques de la Chambre des représentants australienne • État des lieux • Horizon 2015-2016 • Recommandations politiques pour accompagner l'essor des drones et l'encadrement des emplois liés

CHRISTENSEN George et CLAYDON Sharon (sous la dir. de), *Eyes in the Sky: Inquiry into Drones and the Regulation of Air Safety and Privacy*, Canberra : House of Representatives Standing Committee on Social Policy and Legal Affairs (Parlement australien), juillet 2014, 76 p. URL : http://www.aph.gov.au/~media/02_Parliamentary_Business/24_Committees/243_Reps_Committees/SPLA/Drones/fullreport.pdf. Consulté le 10 octobre 2014

Après avoir dressé un panorama des tendances relatives à l'essor des drones civils, le comité émet des recommandations visant à s'assurer qu'un cadre juridique adéquat est mis en place pour accompagner cet essor commercial : 1) consultations régulières entre les autorités, les industriels et les utilisateurs pour anticiper les développements technologiques et les besoins ; 2) sensibilisation des utilisateurs aux problématiques de respect de la vie privée et, dans le même temps, introduction d'un cadre législatif (avant juillet 2015) protégeant la vie privée des citoyens ; 3) harmonisation et simplification des lois en vigueur pour la surveillance audio, vidéo et la saisie de données ; 4) réflexion sur l'emploi des drones par les forces gouvernementales ; 5) réalisation d'une étude sur la régulation nécessaire à l'intégration des drones au trafic aérien civil.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Planification / Pensée stratégique / Prise de décision / Australie

Rapport publié par l'ASPI, think-tank australien indépendant, financé en partie par le gouvernement, qui fournit des analyses en matière de défense, stratégie et sécurité à l'intention des décideurs politiques • Les auteurs sont des universitaires ou des chercheurs • Analyse de la place de la stratégie en tant qu'activité au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

JENNINGS Peter *et alii*, *Strategy and Its Discontents: The Place of Strategy in National Policymaking*, Canberra : Australian Strategic Policy Institute (ASPI), *Strategic Insights* n° 73, juillet 2014, 14 p. URL : <https://www.aspi.org.au/publications/strategy-and-its->

[discontents-the-place-of-strategy-in-national-policymaking/SI73_Strategy.pdf](#). Consulté le 10 octobre 2014

Alors que le contexte géostratégique australien se complexifie, le besoin pour l'Australie de développer une pensée stratégique se fait plus pressant. La complexité des crises et l'impératif d'un temps de réponse court encouragent les autorités politiques à mettre en place des stratégies de court terme, moins risquées dans l'immédiat, mais qui ne permettent pas d'anticiper les conséquences à long terme. Les auteurs débattent de la définition de la stratégie, de son rôle et de sa mise en œuvre. Bien que leurs points de vue divergent sur ces éléments, tous s'accordent cependant à dire que la place accordée à la stratégie doit être plus importante pour ne pas tomber dans le piège de l'immédiateté de la gestion de crise et de la diminution des risques.

Brésil

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Relations Sud-Sud / Industrie de la Défense / Investissement / Enjeux / Développement / Brésil

Dossier du CEBRI, think-tank visant à développer le dialogue entre les secteurs public et privé et à analyser le rôle du Brésil sur la scène internationale (fondé en 1998) • Analyse de la coopération internationale Brésil-Afrique • Pas de méthode ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

PAZ NEVES Leonardo (coord.), « Brazil-Africa », *CEBRI Dossiê Special Edition*, vol. 1, ano 13, août 2014, 46 p., Centro Brasileiro de relações internacionais (CEBRI, Rio de Janeiro), URL : <http://midias.cebri.org/arquivo/DossieBrazilAfrica.pdf>. Consulté le 13 octobre 2014

Ce dossier — composé de cinq articles — porte sur les liens entre le Brésil et le continent africain. L'article de K. Martin, B. Martins Carreta et Y. Terano analyse notamment comment l'industrie de la défense constitue l'un des secteurs les plus importants de la coopération entre le Brésil et les pays d'Afrique, puisqu'il s'agit d'un domaine conjoint de développement entre pays émergents. Ce secteur répond également à des défis communs, comme celui de la modernisation des équipements militaires en vue d'améliorer le contrôle et la surveillance du territoire, ainsi que de gérer les menaces internes (terrorisme, instabilité politique, troubles de l'ordre public). Depuis les années 1980, la coopération entre le Brésil et les pays d'Afrique dans le secteur de la défense s'est développée d'abord politiquement — ZOPACAS (Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, fondée en 1986, qui réunit 24 États latino-américains et africains riverains de l'Atlantique Sud), Comité conjoint de défense Afrique du Sud / Brésil, Forum de dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBAS) —, puis économiquement (exportations d'équipements brésiliens, projet commun du missile air-air *A-Darter* avec l'Afrique du Sud). L'article souligne enfin que le Brésil représente aujourd'hui une véritable alternative aux grandes puissances occidentales dont les technologies de pointe sont extrêmement onéreuses, et aux entreprises chinoises dont les produits sont plus accessibles mais d'un niveau inférieur. Les auteurs conseillent ainsi au Brésil d'accentuer sa présence diplomatique en Afrique pour pouvoir y jouer un rôle prédominant dans les prochaines années.

Canada

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Menace / Défense antimissiles balistiques / États-Unis / Canada

Rapport du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense • Basé sur des entretiens avec des experts sur l'évolution de la menace, la faisabilité technique et la politique de défense • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

LANG Daniel et DALLAIRE Roméo A., *Le Canada et la défense antimissiles balistiques. S'adapter à l'évolution du contexte de menace*, Ottawa : Parlement du Canada / Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense, juin 2014, 35 p. URL : <http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/412/secd/rep/rep10jun14-f.pdf>. Consulté le 10 octobre 2014

Les experts consultés pour ce rapport analysent l'évolution de la menace (Iran et Corée du Nord), les programmes de défense antimissiles balistiques (DAB) développés par les États-Unis, les engagements pris par le Canada dans le cadre de l'OTAN et des partenariats de défense et de sécurité avec les États-Unis, et les opportunités que représenterait une participation plus grande à la DAB. Après évaluation de ces éléments, le Comité recommande à l'unanimité la conclusion d'un accord avec les États-Unis pour participer, comme partenaire, à la défense antimissiles balistiques. Cette décision n'est pas motivée par une menace importante mais par un besoin politique. Ce serait le moyen pour le Canada de s'affirmer comme un partenaire de premier plan pour les membres de l'Alliance atlantique et de renforcer la coopération établie par le North Aerospace Defense Command dont le système de détection est utilisé par la DAB.

Chine

RELATIONS INTERNATIONALES

Crise de la dette dans la zone euro / Gouvernance mondiale / Multilatéralisme

Rapport réalisé par trois chercheurs du CIIS, think-tank sous tutelle du ministère chinois des Affaires étrangères • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques

CUI Hongjian *et alii*, 欧盟国际地位及其影响力变化 [L'évolution de l'influence de l'UE dans le monde], Pékin : China Institute of International Studies (CIIS), juin 2014, 70 p. URL : <http://images.china.cn/gyw/fouth.pdf>. Consulté le 10 octobre 2014

Ce rapport, qui aborde le problème de la dette dans la zone euro, analyse la puissance de l'Union européenne (UE) et de ses politiques stratégiques avec le monde extérieur. Dans le domaine économique, ce problème de la dette influence non seulement l'économie mondiale mais aussi le pouvoir de l'UE au sein des institutions internationales. Dans le domaine des relations internationales, la puissance de l'UE s'affaiblit relativement par rapport aux nouvelles puissances mondiales telles que les BRICS. Pour l'UE, il est nécessaire d'établir activement des relations bilatérales et d'utiliser son *soft power* (échanges

commerciaux, programmes d'aide, lutte contre le changement climatique) afin d'améliorer sa compétitivité internationale et de mener un multilatéralisme efficace. Par ailleurs, la stratégie principale de l'UE est l'établissement de relations transatlantiques solides qui peuvent à la fois garantir son importance dans les affaires internationales et l'aider à afficher une position ferme face à la Chine lors des négociations commerciales.

RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

Indépendance énergétique / États-Unis / Pétrole et gaz non conventionnels / Géopolitique

L'auteur est chercheur à la China National Offshore Oil Corp. • Analyse statistique • Horizon 2024-2035

WU Zhengwan, « 美国能源独立的地缘政治影响分析 [Analyse géopolitique sur l'indépendance énergétique des États-Unis] », *International Forum*, n° 4, août 2014, p. 7-12, université des langues étrangères de Pékin. URL : <http://www.faobserver.com/NewsInfo.aspx?id=10381>. Consulté le 10 octobre 2014

Selon cet article, l'indépendance énergétique des États-Unis sera obtenue dans 10 ou 15 ans grâce à l'augmentation de la production du pétrole non conventionnel aux États-Unis. Dans 10 ans, les États-Unis, qui exporteront autant que les exportateurs historiques, pourraient devenir le « nouveau Moyen-Orient ». Leurs exportations d'énergie vers l'Asie (surtout la Chine) et l'Europe obligeront la Russie à rediriger son marché vers l'Asie-Pacifique et l'Asie du Sud. L'indépendance énergétique des États-Unis leur permettra de faire évoluer leur stratégie diplomatique. Afin de stabiliser le marché asiatique, le centre de gravité de la diplomatie se déplacera vers l'Asie-Pacifique. Les relations avec l'Europe et l'Asie se renforceront au travers de coopérations énergétiques. Par ailleurs, les États-Unis ont l'intention de bousculer le marché extérieur de la Russie et celui des pays de l'Asie centrale avec un gaz naturel moins cher. Les Américains estiment que l'instabilité des exportations de ces pays pourra non seulement diminuer les revenus des gouvernements mais aussi provoquer des difficultés internes et forcer des réformes politiques.

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Énergie propre / Recherche stratégique / Recommandations sur le développement énergétique

L'auteur est le président de la Shenhua Group Corporation Limited (entreprise énergétique d'État chinoise) et membre de la Commission de spécialistes de la National Energy Administration • Pas de méthodologie spécifique • Horizon 2020-2050 • Recommandations politiques

ZHANG Yuzhuo, « 中国清洁能源的战略研究及发展对策 [Study on the Strategy and Development Countermeasure of China Clean Energy] », *Bulletin of Chinese Academy of Sciences*, vol. 29, n° 4, août 2014, p. 429-436, Chinese Academy of Sciences (Pékin). URL : http://www.bulletin.cas.cn/ch/reader/view_full_html.aspx?file_no=20140404&flag=1. Consulté le 10 octobre 2014

L'auteur relève tout d'abord les difficultés auxquelles fait face le développement de l'énergie propre en Chine. Il évoque le manque de politique globale et de cohérence administrative au sein du gouvernement, les dysfonctionnements du marché énergétique et le retard technologique pris dans l'énergie. Ensuite, l'auteur estime qu'en Chine, le charbon

restera la première source d'énergie d'ici 2050 et même au-delà. Il faut donc à la fois réduire proportionnellement la consommation de charbon et améliorer les techniques de liquéfaction du charbon, de polygénération et de CCUS (*Carbon Capture, Utilization and Storage*). Il propose de limiter la consommation annuelle d'énergie à 3,4 milliards de tec (tonnes équivalent charbon) en 2020, dont 57 % produits par le charbon et 10 % produits par les énergies renouvelables. En 2050, la consommation d'énergie totale serait restreinte à 6,3 milliards de tec, avec 13 % d'énergie nucléaire, 16 % d'énergie renouvelable et une énergie issue du charbon réduite à 43 %. Enfin, les mesures gouvernementales (planification, réglementation, soutiens financiers et coopérations internationales) sont nécessaires pour promouvoir l'énergie propre.

États-Unis

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Irak / États-Unis / Agences de sécurité nationale / Politique de défense et de sécurité

Étude publiée par la RAND Corporation, think-tank américain réputé en matière de politique et de défense • Recherches et analyses • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politico-militaires

CHIVVIS Christopher S. *et alii*, *Initial Thoughts on the Impact of the Iraq War on U.S. National Security Structures*, Santa Monica : RAND Corporation, *Perspective*, 5 juin 2014, 26 p. URL : http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/perspectives/PE100/PE111/RAND_PE111.pdf. Consulté le 10 octobre 2014

Cette étude mesure l'impact de la guerre d'Irak sur les agences de sécurité nationale des États-Unis. Les évolutions majeures causées par l'intervention américaine en Irak sur les fondements institutionnels de la politique américaine de défense et de sécurité sont examinées. Les auteurs s'interrogent sur la capacité de Washington à réaliser des réformes institutionnelles en période de guerre. La première partie de l'étude traite de la conduite des opérations de contre-insurrection. La deuxième partie s'intéresse à la reconstruction civile et à la restauration d'un état de droit dans le cadre des opérations de paix. La troisième partie porte sur les défis que comportent l'assistance et l'entraînement des forces de sécurité locales par l'armée américaine. La dernière partie étudie la capacité des États-Unis à appréhender les besoins spécifiques à chaque intervention militaire et opération de paix.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

États-Unis / Cybersécurité / Systèmes informatiques

Rapport publié par le Center for a New American Security, think-tank américain indépendant spécialisé sur les politiques de défense et de sécurité • Hypothèses et recommandations • Pas d'horizon spécifique

DANZIG Richard J., *Surviving on a Diet of Poisoned Fruit: Reducing the National Security Risks of America's Cyber Dependencies*, Washington, D.C. : Center for a New American Security, juillet 2014, 64 p. URL : http://www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/CNAS_PoisonedFruit_Danzig_0.pdf. Consulté le 10 octobre 2014

Ce rapport traite du paradoxe des systèmes informatiques, accordant d'importants pouvoirs à leurs utilisateurs mais les rendant vulnérables. Les capacités de communication des technologies numériques permettent la collaboration et la mise en réseau, mais également l'intrusion. L'importante concentration des données améliore l'efficacité des opérations mais augmente la quantité d'informations susceptibles d'être volées. Cette ambivalence des technologies numériques concerne directement les États-Unis, qui sont de plus en plus dépendants du numérique. L'auteur s'interroge sur les risques encourus par la sécurité nationale américaine en lien avec cette dépendance croissante. La première partie du rapport évoque le paradoxe des systèmes informatiques. La seconde partie s'intéresse à l'évolution des stratégies permettant à Washington d'atteindre une cybersécurité optimale. Des recommandations sont formulées par l'auteur, à l'attention des décideurs américains, parmi lesquelles : définir de ce qui est impératif pour la protection du cyberspace ; reconnaître que certains systèmes issus du secteur privé relèvent de la sécurité nationale ; renforcer la cybersécurité en concluant des accords (comme des mesures de confiance) avec d'autres États importants ; cartographier l'ensemble de l'écosystème du cyberspace ; établir un centre fédéral destiné à fournir au gouvernement une force de travail « cyber ».

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Pacifique / États-Unis / Présence militaire / Politique étrangère

Monographie du SSI, le centre d'études stratégiques de l'Army War College des États-Unis • Délivre de l'information et des analyses géopolitiques sur le monde entier, intéressant les forces armées étatsuniennes • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

DENI John R., *The Future of American Landpower: Does Forward Presence still Matter? The Case of the Army in the Pacific*, Carlisle : Strategic Studies Institute (SSI) (U.S. Army War College), juin 2014, 72 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1202>. Consulté le 10 octobre 2014

Cette monographie est une analyse prospective du rôle, des missions et de la structuration de la présence militaire américaine dans la région Asie-Pacifique. Cette dernière a une importance économique, politique, diplomatique et militaire croissante pour les États-Unis, qui y disposent d'une cinquantaine de bases et y pratiquent d'importantes activités de coopération dans le domaine de la sécurité. Dans un contexte d'évolution stratégique et de diminution des dépenses de défense, l'auteur suggère que Washington reconfigure sa présence militaire dans la région Pacifique. Fondée sur un renforcement de la coopération entre les États-Unis et les pays d'Asie de l'Est, cette reconfiguration permettrait une diminution des dépenses de défense et augmenterait l'efficacité des efforts des forces armées américaines. Elle comprend toutefois des défis. Le rapport du SSI fait état des avantages mais également des risques liés à un réajustement de la présence militaire américaine en Asie de l'Est.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

États-Unis / Terrorisme et contre-terrorisme

Rapport réalisé par le National Defense Research Institute de la RAND Corporation (think-tank américain réputé en matière de politique et défense), financé par l'armée américaine, à la demande du Bureau du secrétaire américain à la Défense • Recherches et analyses • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politico-militaires

JONES Seth G., *A Persistent Threat: The Evolution of Al Qa'ida and Other Salafi Jihadists*, Santa Monica : RAND Corporation, 3 juin 2014, 112 p. URL : http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR600/RR637/RAND_RR637.pdf. Consulté le 10 octobre 2014

Ce rapport a été réalisé pour le Bureau du secrétaire américain à la Défense (Office of the Secretary of Defense). Il examine l'évolution des menaces terroristes contemporaines que représentent les groupes salafistes et djihadistes, en particulier Al-Qaïda, ainsi que l'implication de la politique américaine dans les opérations de contre-insurrection. L'auteur confronte les différentes théories élaborées dans ce sens. Certains experts estiment que les groupes salafistes et djihadistes ne constituent plus une menace majeure. Ils considèrent que les attaques terroristes des années 1970 étaient beaucoup plus importantes que l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center en 2001. D'autres affirment qu'Al-Qaïda demeure une sérieuse menace, tandis que des experts soutiennent que la plus grande menace aux États-Unis vient des terroristes de l'intérieur.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Budget de défense / Sécurité nationale / États-Unis

Rapport du CSIS, société de conseil stratégique implantée à Washington, visant à renforcer l'influence des États-Unis • Étude portant sur le budget de défense des États-Unis • Méthodologie de « plafonnement des coûts » • Horizon 2021 • Recommandations stratégiques

MURDOCK Clark, CROTTY Ryan et WEAVER Angela, *Building the 2021 Affordable Military*, Washington, D.C. / Lanham : Center for Strategic and International Studies (CSIS) (*International Security Program*) / Rowman & Littlefield, juin 2014, 210 p. URL : http://csis.org/files/publication/140625_Murdock_Building2021Military_Web.pdf. Consulté le 10 octobre 2014

Depuis quelques années, le budget de défense des États-Unis ne cesse de diminuer, ce qui pourrait menacer les capacités d'action du secteur. En conséquence, les auteurs de ce rapport proposent d'adopter une nouvelle approche méthodologique de « plafonnement des coûts » permettant de minimiser l'impact des restrictions budgétaires à l'horizon 2021 et au-delà. Pour cela, ils utilisent un modèle informatique permettant d'envisager différentes stratégies de répartition de budgets « bloqués » en tenant compte de la structure des forces militaires et des équipements. Les auteurs identifient ensuite la stratégie qu'ils considèrent comme la plus souhaitable en termes de répartition du budget et de politique de défense.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

États-Unis / Opérations de stabilisation de la paix / Doctrine politico-militaire

Étude publiée par le RAND Arroyo Center, rattaché à la division Recherche de l'armée des États-Unis et financé par l'armée des États-Unis, dans le cadre de l'Arroyo Center's Force Development and Technology Program • Recherches et analyses • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politico-militaires

OSBURG Jan et alii, *Assessing Locally Focused Stability Operations*, Santa Monica : RAND Corporation (Arroyo Center), 21 août 2014, 123 p. URL : http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR300/RR387/RAND_RR387.pdf. Consulté le 10 octobre 2014

Les opérations de stabilisation de la paix locales, telles que pratiquées par exemple dans les villages afghans, permettent le retour de la sécurité et d'une gouvernance effective. Elles jouent un important rôle en matière de contre-insurrection. Pourtant, aucune doctrine n'a été formulée sur ce sujet. À la demande de l'Asymmetric Warfare Group, l'étude consiste à éclairer l'armée américaine sur l'efficacité des opérations de stabilisation de la paix locales. Ces dernières sont décrites et évaluées, puis les auteurs indiquent les erreurs à éviter et les défis à relever. L'étude identifie les meilleures approches à adopter pour le développement d'un cadre d'évaluation des opérations de stabilisation de la paix locales. Les conclusions et recommandations de l'étude sont particulièrement pertinentes pour l'Asymmetric Warfare Group, chargé de fournir à l'armée américaine une assistance consultative opérationnelle afin d'accroître l'efficacité des forces armées.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Singapour / Stratégie et politique étrangère

Rapport publié au sein du Center for a New American Security, think-tank américain indépendant spécialisé sur les politiques de défense et de sécurité • Prospective sur le XXI^e siècle • Hypothèses et recommandations

SULLIVAN Alexander, *Autonomous Power? Securing Singapore's Interests in the 21st Century*, Washington, D.C. : Center for a New American Security, *Asia Strategy Series*, août 2014, 20 p. URL : http://www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/CNAS_SingaporeCountry_Sullivan_0.pdf. Consulté le 10 octobre 2014

Bien que n'étant qu'une ville-État insulaire avec une population totale de 5,4 millions d'habitants, Singapour est la cinquième plus grande économie parmi les 10 pays membres de l'ASEAN, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est, avec le budget de défense le plus élevé de ces pays. Elle joue le rôle de pivot politique dans la région indo-pacifique et constitue un précieux allié pour les États-Unis. Dans ce rapport est analysée la stratégie de Singapour pour conserver sa position dominante dans la région et pour y renforcer ses intérêts. Le document revient brièvement sur le plan 2030 des forces armées singapouriennes, sans pour autant le détailler. Il conclut que la cité-État doit faire face à des défis importants au cours du siècle, par exemple un conflit entre les États-Unis et la Chine ou un des pays les plus importants de l'ASEAN. Toutefois, Singapour pourrait utiliser au mieux l'alliance américaine et les liens de plus en plus approfondis avec la Chine pour préserver son indépendance.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Europe / États-Unis / Asie-Pacifique / Relations internationales / Économie de la Défense

Rapport publié par le Center for Strategic Research de l'INSS, institut de recherche rattaché à la National Defense University et conduisant des études stratégiques destinées au secrétaire à la Défense des États-Unis, et aux agences de sécurité américaines • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques

MICHEL Leo G. et **PRZYSTUP James J.**, *The U.S. "Rebalance" and Europe: Convergent Strategies Open Doors to Improved Cooperation*, Washington, D.C. : Institute for National Strategic Studies (INSS), *Strategic Perspectives* n° 16, juin 2014, 38 p. URL : <http://ndu>

press.ndu.edu/LinkClick.aspx?fileticket=m8yn06hKdr8=&tabid=7896&portalid=68&mid=17172. Consulté le 10 octobre 2014

La stratégie américaine de rééquilibrage en Asie-Pacifique, développée en 2011-12, a attiré l'attention des pays européens partenaires de Washington. Également appelée pivot vers l'Asie, cette stratégie de rééquilibrage a engendré chez certains pays européens une volonté d'engagement en Asie-Pacifique, notamment dans les domaines du commerce et de l'investissement. Une compétition économique, y compris pour la vente d'équipements militaires, entre Washington, Paris et Londres, s'est mise en place. Les deux auteurs analysent les perspectives européennes et américaines de coopération dans la région indo-pacifique ainsi que les défis qui découlent de ces perspectives.

RESSOURCES STRATÉGIQUES

États-Unis / Stratégie énergétique / Énergies non conventionnelles

Rapport collectif du CSIS, société de conseil stratégique implantée à Washington, visant à renforcer l'influence des États-Unis • Programme de recherche « Énergie et sécurité nationale » • Exploration des différentes voies qui s'offrent aux États-Unis en matière énergétique • Scénarios • Pas d'horizon spécifique • Recommandations

LADISLAW Sarah O., LEED Maren et WALTON Molly A. (sous la dir. de), *New Energy, New Geopolitics: Background Report 3. Scenarios, Strategies, and Pathways*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS Energy and National Security Program) / Harold Chair in Defense Policy Studies, juin 2014, 46 p. URL : http://csis.org/files/publication/140605_Ladislaw_NewEnergyNewGeopolitics_background3_Web.pdf. Consulté le 10 octobre 2014

Entre 2005 et 2014, sous l'effet de la production d'hydrocarbures non conventionnels, la production de pétrole brut et de gaz naturel a fortement augmenté aux États-Unis. Ce rapport revient sur les implications géopolitiques de la production d'hydrocarbures non conventionnels. Il analyse les options stratégiques qui s'offrent aux États-Unis, tout en rappelant les incertitudes en matière de production. Première voie envisageable : utiliser ces nouvelles ressources pour renforcer la sécurité énergétique mondiale en stabilisant le marché de l'énergie et, par effet induit, la scène économique et géopolitique mondiale. Seconde voie : tirer profit de cet avantage énergétique en limitant les exportations de ces hydrocarbures et en les utilisant à des fins économiques intérieures ou dans le cadre de régime de sanctions contre certains pays. Le rapport estime que la voie de la stabilité énergétique devrait être privilégiée en incitant à une meilleure production, en encourageant à l'étranger la production des ressources non conventionnelles, en promouvant un marché de l'énergie plus flexible, etc.

Royaume-Uni

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Tendances socio-économiques / Scènes stratégiques futures / Impacts sécuritaires

Cinquième édition d'un rapport sur les tendances stratégiques mondiales, issu du Centre de doctrine du ministère britannique de la Défense • Description des facteurs déterminant le monde de demain • Tendances par régions • Méthode des scénarios • Horizon 2045

DCDC (Development, Concepts and Doctrine Centre), *Global Strategic Trends: Out to 2040*, Londres : ministère britannique de la Défense, *Strategic Trends Programme*, juin 2014, 5^e édition (1^{re} éd. 2010), 202 p. URL : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/348164/20140821_DCDC_GST_5_Web_Secured.pdf. Consulté le 10 octobre 2014

Ce rapport met à jour des tendances mondiales déjà proposées dans des éditions précédentes. La présentation du rapport a été modifiée pour le rendre plus clair (nombreux éléments cartographiques et graphiques). Dans une première partie, 13 thèmes susceptibles de transformer le futur sont présentés : démographie, rapports hommes-femmes, urbanisation, ressources naturelles, environnement, santé, transport, information, éducation, corruption, automatisation et travail, identité et rôle de l'État, dépenses militaires. Dans une seconde partie, ces tendances sont appliquées à des aires régionales (dont l'espace). Des scénarios d'évolution sont proposés, tandis que l'hypothèse du choc, à savoir le changement brutal, par essence imprévisible, est testée dans de nombreux domaines (changement climatique rapide, changement rapide dans le domaine médical, etc.). Enfin, les implications en matière de défense et de sécurité de tous les facteurs déterminant les évolutions futures sont présentées. Même si les tendances évoquées sont désormais bien connues, ce travail de synthèse demeure utile.

RELATIONS INTERNATIONALES

Tendances socio-économiques / Risques / Catastrophes humanitaires

Rapport de l'ODI, centre de recherche indépendant spécialisé dans le développement et l'environnement • Consultation régionale dans le cadre du World Humanitarian Summit • Menaces et défis humanitaires en Asie du Nord et du Sud-Est • Pas de méthode spécifique • Horizon 2030

PETERS Katie, *Humanitarian Trends and Trajectories to 2030: North and South-East Asia. Regional Consultation*, Londres : Overseas Development Institute (ODI), juillet 2014, 40 p. URL : <http://www.worldhumanitariansummit.org/bitcache/ceb7b421cbc9252b6b7ed850ffa36666f607eдеб?vid=489433&disposition=inline&op=view>. Consulté le 10 octobre 2014

S'appuyant sur de nombreuses données relatives à l'évolution démographique de l'Asie du Nord et du Sud-Est, ainsi que sur les processus d'urbanisation ou encore l'évolution économique et sociale, le rapport décrit les risques humanitaires auxquels les populations des pays seront exposées à l'avenir. Malgré le développement économique de certaines régions et de certaines franges de la population, ce qui devrait caractériser ces régions d'Asie est une augmentation de la vulnérabilité de millions de personnes sous l'effet de l'augmentation du nombre de personnes vivant en situation de pauvreté, la multiplication

des catastrophes naturelles du fait des changements climatiques en cours, la diminution des aides financières ou encore des conflits et de l'insécurité. Cela devrait entraîner par ailleurs une augmentation des migrations régionales.

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Demande de gaz naturel / Prévisions / Europe

Rapport d'un centre de recherche de l'université d'Oxford spécialisé sur l'énergie • Analyse des tendances relatives à la demande de gaz naturel en Europe • Prévisions et scénarios • Horizon 2030

HONORÉ Anouk, *The Outlook for Natural Gas Demand in Europe*, Londres : Oxford Institute for Energy Studies (OIES), *OIES Paper* n° 87, juin 2014, 174 p. URL : <http://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2014/06/NG-87.pdf>. Consulté le 13 octobre 2014

Ce rapport évalue l'évolution de la demande de gaz naturel au sein des 35 États formant la région européenne. Rappelant que la demande de gaz avait déjà commencé à ralentir avant la crise financière de 2008 et la récession économique ayant frappé de nombreux pays européens depuis, les scénarios envisagés dans le rapport concluent au fait que la demande de gaz naturel européenne ne devrait retrouver son niveau de 2010 que vers 2025 (la demande devrait diminuer jusqu'en 2020 avant de croître à nouveau). Bien qu'il n'aborde pas les enjeux géopolitiques (à l'image de la crise ukrainienne et de ses implications énergétiques), le rapport évoque les nombreux facteurs et incertitudes qui gouverneront les évolutions de la demande en gaz naturel, à l'image de l'évolution de la filière du nucléaire ou encore du recours aux énergies renouvelables dans la production d'électricité. ■

Autres publications

Afrique du Sud

► RELATIONS INTERNATIONALES

ALDEN Chris et WU Yu-Shan, *South Africa and China: The Making of a Partnership*, Johannesburg : South African Institute of International Affairs (SAIIA), *Global Powers and Africa Programme, Occasional Paper* n° 199, août 2014, 41 p. URL : http://www.saiia.org.za/doc_download/578-south-africa-and-china-the-making-of-a-partnership. Consulté le 13 octobre 2014

► RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

PANOVA Victoria V., *The Green Economy in the G-20, Post-Mexico: Implications for Russia*, Johannesburg : South African Institute of International Affairs (SAIIA), *Economic Diplomacy Programme, Occasional Paper* n° 192, juin 2014, 20 p. URL : http://www.saiia.org.za/doc_download/536-the-green-economy-in-the-g-20-post-mexico-implications-for-russia. Consulté le 13 octobre 2014

Allemagne

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

• THE INDIA POLICY GROUP, *Afghanistan Post-2014: Likely Future Outcomes*, Berlin / New Delhi : Friedrich Ebert Stiftung (FES), bureau de New Delhi (Inde), *FES India Policy Group Paper*, juillet 2014, 13 p. URL : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/indien/10849.pdf>. Consulté le 13 octobre 2014

• WINKLER Heinrich August *et alii*, *Auf dem Weg zu mehr Verantwortung? Bestand-saufnahme und Perspektiven deutschen Außenpolitik angesichts der Gefahren für die europäische Friedensordnung [Vers une plus grande responsabilité ? Bilan et perspectives pour la politique étrangère allemande au regard des dangers pesant sur la paix en Europe]*, Berlin : Heinrich Böll Stiftung (HBS), *e-Paper*, publié à l'occasion de la conférence « 15. Außenpolitische Jahrestagung », juin 2014, 68 p. URL : http://www.boell.de/sites/default/files/e-paper_aupo2014.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

WAGNER Christian, *Security Cooperation in South Asia: Overview, Reasons, Prospects*, Berlin : Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), *Research Paper* n° 6, juin 2014, 22 p. URL : http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research_papers/2014_RP06_wgn.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

► RELATIONS INTERNATIONALES

BMZ (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung) / FUTURE-MAKERS, *New Country Strategy for Afghanistan 2014-2017: Reliable Partnership*

in Times of Change, Berlin / Bonn : BMZ (ministère fédéral allemand de la Coopération et du Développement économiques), *BMZ-Strategy Paper* n° 3, juin 2014, 36 p. URL : http://www.bmz.de/en/publications/type_of_publication/strategies/Strategiepapier340_03_2014.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

Australie

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

CHALK Peter, *Rebuilding while Performing: Military Modernisation in the Philippines*, Canberra : Australian Strategic Policy Institute (ASPI), *Special Report*, juin 2014, 24 p. URL : https://www.aspi.org.au/publications/rebuilding-while-performing-military-modernisation-in-the-philippines/SR68_Philippines.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

► RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ

- CEDA (Committee for Economic Development of Australia), *The Economics of Climate Change*, Melbourne : CEDA, juin 2014, 66 p. URL : http://www.ceda.com.au/media/382455/the_economics_of_climate_changefinal.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

- COLLET Jinny, *Climate Change and Australian Food Security*, Dalkeith : Future Directions International, *Strategic Analysis Paper*, 27 juin 2014, 10 p. URL : http://www.futuredirections.org.au/files/sap/Climate_Change_and_Australian_Food_Security.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

► RELATIONS INTERNATIONALES

MEDCALF Rory et MOHAN C. Raja, *Responding to Indo-Pacific Rivalry: Australia, India and Middle Power Coalitions*, Sydney : Lowy Institute for International Policy, *Analysis*, août 2014, 26 p. URL : http://www.lowyinstitute.org/files/responding_to_indo-pacific_rivalry_0.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

Brésil

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

DOS RAMOS Michele et MUGGAH Robert, *Tornando as Cidades Brasileiras mais Seguras [Rendre les villes brésiliennes plus sûres]*, Rio de Janeiro : Instituto Igarapé, *Edição Especial dos Diálogos de Segurança Cidadã, Artigo Estratégico* 8, août 2014, 90 p. URL : <http://en.igarape.org.br/wp-content/uploads/2014/07/Artigo-copilado-f7.pdf>. Consulté le 13 octobre 2014

Canada

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

- BYERS Michael, *One Dead Pilot: Single-Engine F-35 a Bad Choice for Canada's Arctic*, Ottawa : CCPA (Centre canadien de politiques alternatives), juin 2014, 34 p. URL :

[https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National Office/2014/06/Single_Engine_F35s_a_Bad_Choice.pdf](https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2014/06/Single_Engine_F35s_a_Bad_Choice.pdf). Consulté le 13 octobre 2014

• GAVRILOVA Maria L., *Biometric-based Authentication for Cyberworld Security: Challenges and Opportunities*, Calgary : Canadian Defence and Foreign Affairs Institute (CDFAI), *Research Paper*, juin 2014, 14 p. URL : [http://cdfai.org/PDF/Biometric-Based Authentication for Cyberworld Security.pdf](http://cdfai.org/PDF/Biometric-Based%20Authentication%20for%20Cyberworld%20Security.pdf). Consulté le 13 octobre 2014

► RELATIONS INTERNATIONALES

CARMENT David et SAMY Yiagadeesen, *Canada, Fragile States and the New Deal: Looking beyond 2015*, Calgary : Canadian Defence and Foreign Affairs Institute (CDFAI), *Policy Paper*, août 2014, 15 p. URL : [http://www.cdfai.org/PDF/Canada Fragile States and the New Deal.pdf](http://www.cdfai.org/PDF/Canada%20Fragile%20States%20and%20the%20New%20Deal.pdf). Consulté le 13 octobre 2014

Chine

► RELATIONS INTERNATIONALES

INSTITUTE OF MODERN INTERNATIONAL RELATIONS, 改革创新：打造中国外交新机制 [*Reforming Chinese Diplomacy through Innovation*], Pékin : Tsinghua University, mai 2014, 20 p. URL : <http://www.imir.tsinghua.edu.cn/publish/iis/7237/20140614134840011604362/ReformingChineseDiplomacyThroughInnovation.pdf>. Consulté le 13 octobre 2014

► RESSOURCES STRATÉGIQUES

WANG Min *et alii*, 中国能源体制改革研究报告 [*La réforme du système énergétique en Chine*], Pékin : National School of Development (université de Pékin), mai 2014, 134 p. URL : <http://www.nsd.edu.cn/cn/userfiles/Other/2014-07/2014070111115440314813.pdf>. Consulté le 13 octobre 2014

États-Unis

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

• CHEN Thomas M., *Cyberterrorism after Stuxnet*, Carlisle : Strategic Studies Institute (SSI) (U.S. Army War College), juin 2014, 44 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1211>. Consulté le 13 octobre 2014

• CROWLEY James C. *et alii*, *Changing the Army's Weapon Training Strategies to Meet Operational Requirements More Efficiently and Effectively*, Santa Monica : RAND Corporation (Arroyo Center), juin 2014, 103 p. URL : http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR400/RR448/RAND_RR448.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

• MATLAK Regis W., *The Nightmare Years to Come?*, Washington, D.C. : Institute for National Strategic Studies (INSS), National Defense University, *INSS Strategic Monograph*, juillet

2014, 60 p. URL : <http://ndupress.ndu.edu/Portals/68/Documents/Books/nightmare-years-to-come.pdf>. Consulté le 13 octobre 2014

• ZENKO Micah et KREPS Sarah, *Limiting Armed Drone Proliferation*, New York / Washington, D.C. : Council on Foreign Relations (CFR) / Center for Preventive Action, *Council Special Report* n° 69, juin 2014, 53 p. URL : http://i.cfr.org/content/publications/attachments/Limiting_Armed_Drone_Proliferation_CSR69.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

CORDESMAN Anthony H., *The Challenges to Afghan Transition: 2014-2016*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), Burke Chair in Strategy, juin 2014, 210 p. URL : http://csis.org/files/publication/140630_Transition_challenges_afghanistan.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

► RELATIONS INTERNATIONALES

• CORDESMAN Anthony H., *Chinese Military Modernization and Force Development: Chinese and Outside Perspectives*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), Burke Chair in Strategy, juillet 2014, 525 p. URL : http://csis.org/files/publication/140702_Chinese_MilBal.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

• DEMPSEY Judy, *Why Defense Matters? A New Narrative for NATO*, Washington, D.C. / Bruxelles : Carnegie Endowment for International Peace / Carnegie Europe, juin 2014, 42 p. URL : http://carnegieendowment.org/files/why_defense_matters1.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

• NGUYEN Phuong, POLING Gregory B. et RUSTICI Kathleen B., *Thailand in Crisis: Scenarios and Policy Responses*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), Sumitro Chair for Southeast Asia Studies, juillet 2014, 18 p. URL : http://csis.org/files/publication/140707_Nguyen_ThailandInCrisis_Web.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

Inde

► RELATIONS INTERNATIONALES

• AGARWAL Rajeev, *Egypt's Uneasy Transition: Internal and External Dynamics and Challenges for India*, New Delhi : Institute For Defence Studies and Analysis (IDSA), *Occasional Paper*, n° 35, août 2014, 66 p. URL : http://www.idsa.in/system/files/OP_EgyptuneasyTransition.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

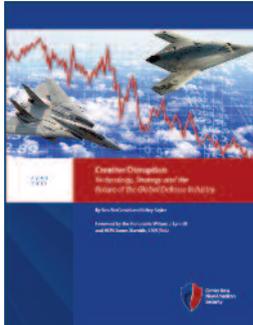
• UPRETI B.C., *Nepal: The Framing of a New Constitution. History, Issues and Challenges*, New Delhi : Vivekananda International Foundation, *Monograph*, juillet 2014, 102 p. URL : <http://www.vifindia.org/sites/default/files/nepal-the-framing-of-a-new-constitution-history-issues-and-challenges.pdf>. Consulté le 13 octobre 2014

Royaume-Uni

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

- **HOUSE OF COMMONS DEFENCE COMMITTEE, *Towards the Next Defence and Security Review: Part Two— NATO. Third Report of Session 2014-15***, Londres : The Stationery Office Ltd, 31 juillet 2014, 54 p. URL : <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmdfence/358/358.pdf>. Consulté le 13 octobre 2014
- **WICKETT Xenia et McINNIS Kathleen J., *NATO: Charting the Way Forward***, Londres : Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), *Research Paper (U.S. Project)*, juillet 2014, 38 p. URL : http://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20140721NATO1.pdf. Consulté le 13 octobre 2014 ■

FOCUS



États-Unis

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

États-Unis / Technologie / Futur de l'industrie de défense américaine

Réalisé par le Center for a New American Security, think-tank indépendant spécialisé sur les politiques de défense et de sécurité, basé à Washington, et fondé en 2007 • Pas de méthodologie prospective spécifique • Horizon 2030 • Recommandations politiques

FITZGERALD Ben et SAYLER Kelley, *Creative Disruption: Technology, Strategy and the Future of the Global Defense Industry*, Washington, D.C. : Center for a New American Security, juin 2014, 48 p. URL : http://www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/CNAS_FutureDefenseIndustry_FitzGeraldSayler.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

Objectifs et résumé

L'objectif de ce document est d'interpeller les décideurs américains, et surtout ceux du département de la Défense (DoD), à propos des « effets perturbateurs » (*disruptive effects*) des nouvelles technologies sur l'industrie de défense et, à moyen terme, sur les capacités militaires nationales. Selon les auteurs, il existe un véritable risque de décrochage de la défense américaine face aux innovations issues du monde civil.

Ces dernières sont d'autant plus menaçantes qu'elles échappent de plus en plus au secteur de l'industrie de défense. Cette dynamique est avant tout imputée à la mondialisation croissante. La R&D civile est ainsi devenue plus productive que celle issue de l'industrie de défense, et propose des technologies qui ont un potentiel militaire avéré, que ce soit en matière de robotique, d'imprimerie 3D ou de bio-ingénierie. Les auteurs fournissent ainsi quelques chiffres révélateurs de cette tendance, comme le fait qu'il n'y a aucune industrie de défense dans le *Top 20* des sociétés qui investissent le plus dans la R&D au niveau mondial. D'exportateur de technologies (Internet, GPS...), le secteur de la défense est devenu en partie importateur. Les auteurs rappellent aussi que la capitalisation boursière cumulée des « Big Five » (Boeing, Lockheed Martin, General Dynamics, Raytheon et Northrop Grumman) est inférieure de moitié à celle d'Apple.

L'étude analyse dans un premier temps les tendances lourdes en matière de technologies, de stratégie, ainsi que dans l'environnement des affaires (*business*).

Après avoir constaté une accélération dans le rythme du développement et de la diffusion des nouvelles technologies, le document affirme que l'industrie civile est plus apte à intégrer les technologies émergentes que l'industrie de défense. Cette dernière est en outre désavantagée par un marché peu volumineux et des acquisitions en baisse dans les pays occidentaux, d'où une chute de leur capacité financière dédiée à la R&D. Enfin, les auteurs estiment que les normes éthiques et sociétales de l'Occident contribuent à freiner le développement de certaines technologies, comme les améliorations des performances humaines ou les bio-armements, alors que d'autres puissances ne partagent pas ces préoccupations, d'où un risque éventuel à l'avenir.

L'environnement stratégique changeant est caractérisé par une plus grande dilution du pouvoir et un cycle de décision plus rapide que pendant la guerre froide. Des groupes de faible importance, voire des individus, ont maintenant accès à des technologies pouvant être détournées à des fins militaires ou terroristes, érodant ainsi le monopole de l'État sur les capacités militaires. Les nouvelles technologies de l'information améliorent la coordination (y compris dans les mouvements de masse comme les révolutions arabes) et le recrutement, ce qui peut changer la nature et l'amplitude d'un conflit. Enfin, de nouvelles puissances émergentes, comme la Russie et la Chine, menacent la suprématie occidentale.

Mais face à cela, l'environnement gouvernemental ne change pas. Le DoD suit encore des préceptes vieux de plusieurs décennies, tout en réduisant sa R&D. Les inerties bureaucratiques et institutionnelles, engendrant des intérêts corporatistes, découragent l'innovation et l'adaptation nécessaires. Selon les auteurs, la gestion des programmes étatiques est moins performante que dans le secteur privé.

L'étude revient ensuite sur les effets perturbateurs issus de la convergence entre les grandes tendances technologiques, stratégiques et du secteur de l'industrie de défense. Malgré l'effet perturbateur de l'introduction de technologies civiles pouvant avoir une application militaire, le DoD ne parvient pas à intégrer cette menace, ou du moins à la transformer en opportunité. Les auteurs déplorent notamment le manque de communication entre l'industrie de défense et l'industrie civile. Il existe également un risque réel que les technologies militaires deviennent obsolètes en comparaison des technologies issues du monde civil.

Ceci provoque une plus grande vulnérabilité des puissances traditionnelles, non seulement face à des États qui développent des capacités peu onéreuses, s'appuyant sur les innovations civiles et ayant un fort pouvoir dissuasif, mais aussi face aux acteurs non étatiques qui savent maintenant intégrer certaines technologies (l'étude reprend l'exemple bien connu des drones du Hezbollah). La concurrence du marché civil menace en outre de priver l'industrie militaire des chercheurs et ingénieurs les plus qualifiés, ce qui renforcerait son déclin.

L'étude s'achève par une série de recommandations exposées ci-après.

Méthode utilisée

Le document est issu d'une longue enquête (commencée en janvier 2014), réalisée auprès d'un vaste panel d'experts dans les domaines de la sécurité, des technologies, de l'industrie et de la politique : 1019 participants ont ainsi contribué à l'étude. Ce panel a permis aux auteurs d'aboutir à certaines estimations à l'horizon 2030, même si aucune démarche proprement prospective ou utilisant des scénarios n'a été menée.

Données et informations à retenir

► **Certains résultats méritent d'être rapportés** (l'ensemble des résultats est disponible à la fin du document).

Les exportations d'armement à l'horizon 2030 devraient, de l'avis du panel, provenir des zones suivantes : États-Unis, 31 % ; Chine, 25 % ; Russie, 22 % ; Union européenne, 11 % ; Israël, 5 % ; Inde, 3 % ; Iran, 1 % ; reste du monde, 1 %.

En 2030, les États-Unis, la Russie, le Moyen-Orient et l'Afrique dépenseront à peine plus en R&D qu'aujourd'hui. L'Asie connaîtra une forte hausse de sa dépense de R&D, alors que l'Europe subira une forte baisse.

Les capacités ne vont pas toutes bénéficier des mêmes investissements de défense à l'horizon 2030 : le cyber, les drones (terre, air, mer), les missiles balistiques et de croisière, et les sous-marins en bénéficieront, contrairement aux avions de combat pilotés, aux plateformes navales de surface et aux véhicules terrestres. Les principales capacités qui devraient subir un désinvestissement à l'horizon 2030 en raison des technologies perturbatrices devraient être les bombardiers habités, selon 60 % des participants ; les avions de combat habités, selon 50 % ; les chars de combat, selon 40 % ; les porte-avions, selon 25 % ; les sous-marins, selon 20 % ; et les autres navires de combat de surface (hors porte-avions), selon également 20 % du panel.

Les tendances principales qui auront le plus de conséquences sur l'industrie de défense mondiale en 2030 seront les changements technologiques (selon 35 % du panel), la pression financière (31 %), les changements dans l'environnement de sécurité (31 %) et les contraintes réglementaires (3 %).

► **L'étude fournit toute une série de recommandations** à destination des décideurs politiques, militaires et industriels. Les auteurs appellent ces décideurs à s'aligner sur les nouvelles tendances lourdes, plutôt que leur résister. Les recommandations sont les suivantes :

— Développer une stratégie d'acquisition plus flexible, orientée *business*, permettant un plus large accès aux technologies provenant du secteur civil. Le processus d'acquisition doit aussi être plus pragmatique, généralisant des expériences qui ont connu un certain succès, comme la *Rapid Fielding Initiative* ou la *Rapid Equipping Force*.

— Améliorer la communication entre le DoD et le marché, en faisant preuve de plus de clarté dans la planification des programmes. Les auteurs invitent à s'inspirer de ce qu'avait développé le gouvernement australien, la *Roadmap for Network Centric Warfare*.

— Réformer la propriété intellectuelle, les acteurs de l'industrie civile craignant en effet de devoir abandonner leurs droits de propriété intellectuelle s'ils devaient traiter avec le DoD.

— Réformer la réglementation sur les exportations de défense. Le contrôle sur les exportations et les importations de défense doit être ajusté pour permettre une meilleure coopération avec des partenaires internationaux.

— Accroître l'innovation dans l'industrie de défense, cette dernière étant aujourd'hui trop orientée vers la gestion du risque à court terme, plutôt que vers une véritable stratégie de long terme. Les décideurs des industries de défense doivent imposer leur vision aux investisseurs, explorer les « marchés adjacents » de la défense pour se diversifier, et rechercher des coopérations internationales efficaces (les auteurs citant le fabricant de missiles MBDA comme exemple réussi).

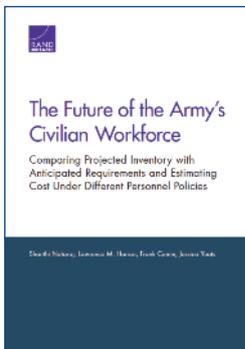
Conclusions et analyse critique

Selon l'étude, la compétitivité des gouvernements, et surtout de celui des États-Unis, dépendra de leur capacité à gérer les effets perturbateurs émergents issus des interactions entre les environnements technologiques, sécuritaires et celui des affaires. Les macrotendances identifiées vont inévitablement diminuer les ressources traditionnelles de l'avantage compétitif dont ont jusqu'ici bénéficié les États. Les auteurs doutent cependant de la capacité de l'administration américaine à prendre les décisions nécessaires pour éviter le décrochage de l'industrie de défense au profit de l'industrie civile.

Quelques critiques peuvent être formulées à l'égard de cette étude. Les auteurs ne remettent jamais en cause la poursuite de la mondialisation, cause première selon eux de l'émergence des effets perturbateurs décrits. Or, les signaux d'un reflux de la mondialisation, comme le ralentissement des échanges et le retour du protectionnisme (ou les aspirations à son retour), pourraient atténuer certains de ces effets perturbateurs. Ainsi, certains observateurs annoncent le retour des États, ce qui va contre l'idée d'une circulation sans limites des biens, des personnes, des capitaux et des idées. De même, la vision très libérale de l'économie de l'étude prône par exemple un allègement du MTCR (régime de contrôle de la technologie des missiles), perçu comme un frein. Or, la dissémination des technologies balistiques est bien l'une des menaces les plus sensibles à venir.

L'émergence de l'Asie, et plus spécifiquement de la Chine, est elle aussi appréhendée comme une donnée acquise, et non comme une possibilité parmi d'autres. Le ralentissement de la croissance économique chinoise et les difficultés prochaines que la Chine devrait subir ne font pas partie de l'équation retenue.

Enfin, il est possible de noter que le panel d'experts est très pessimiste à l'égard de l'avenir de l'Europe, qui serait incapable de se relever de la crise économique et budgétaire qu'elle traverse actuellement. On regrettera donc une vision de l'avenir stratégique comme étant trop marquée par les certitudes actuelles. ■



États-Unis

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Emploi / Armée fédérale américaine / Personnel civil

Rapport publié par le RAND Arroyo Center, rattaché à la division Recherche de l'armée des États-Unis et financé par l'armée des États-Unis, pour le compte de l'armée américaine • Projections sur le niveau d'embauche de personnel civil dans l'armée américaine • Utilisation de deux variables : le nombre d'embauches et la politique salariale • Horizon 2017

NATARAJ Shanthi, HANSER Lawrence M., CAMM Frank et YEATS Jessica, *The Future of the Army's Civilian Workforce: Comparing Projected Inventory with Anticipated Requirements and Estimating Cost Under Different Personnel Policies*, Santa Monica : RAND Corporation (Arroyo Center), 2014, 96 p. URL : http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR500/RR576/RAND_RR576.pdf. Consulté le 13 octobre 2014

Objectifs et résumé

Le gouvernement américain a annoncé une réduction des effectifs de l'armée des États-Unis, dont une part d'employés civils. Après avoir atteint un pic de 370 000 employés en 1987, les effectifs civils ont ensuite connu une baisse dans les années 1990 puis de nouveau une hausse entre 2001 et 2010. Entre 2010 et 2013, les effectifs sont repartis à la baisse, passant de 295 000 à 270 000 employés.

Le but de ce rapport réalisé par la RAND est d'examiner, en tenant compte des tendances passées, des grands axes fixés par le gouvernement dans le budget 2014 et des niveaux de rémunération des employés, les transformations possibles de la main-d'œuvre civile dans

l'armée américaine pour chaque profession et pour chaque niveau de commandement d'ici 2017.

Méthode utilisée

Dans cette publication, la RAND utilise deux modèles de projections :

— Le modèle RIM (*Rand Inventory Model*) prévoit le nombre de personnels dans l'effectif civil de l'armée à la fin de l'exercice 2017 selon plusieurs scénarios. Les experts font varier le taux d'embauche entre deux extrêmes : d'un côté, ils prévoient que les nouvelles embauches suivront les tendances passées (taux d'embauche moyen entre 2005 et 2012, en excluant les années 2007 à 2009 qui ont connu des taux d'embauche inhabituels) et, de l'autre, qu'il y aura un gel complet des embauches. Entre ces deux extrêmes, les auteurs ont imaginé trois autres scénarios : un scénario dans lequel les embauches équivalaient à 75 % des taux historiques d'embauche, puis à 50 %, et enfin à 25 % de ces taux. Ces prévisions sont effectuées séparément pour chaque unité et pour chaque niveau de commandement.

— Le modèle GTO (*Generating Force-to-Operator*) se base sur le budget 2014, fixé par le Président pour l'armée américaine sur la période 2014-2017, pour évaluer les embauches à l'horizon 2017. Le budget ne s'intéresse pas précisément au personnel civil de l'armée américaine, mais les auteurs du rapport ont considéré, par exemple, qu'une diminution de 5 % du budget consacré au commandement médical se traduirait par une baisse de 5 % du personnel civil issu du commandement médical. Les projections sont linéaires sur la période 2014-2017 et la diminution de 5 % est répartie équitablement sur les trois années.

Ainsi, le rapport propose, dans un premier temps, six scénarios d'embauche sur la période 2014-2017 : un scénario de gel des embauches, un scénario tendanciel qui prolonge le taux d'embauche moyen sur la période 2005-2012, trois scénarios intermédiaires (25 %, 50 % et 75 % du taux d'embauche moyen) et un scénario correspondant aux lignes directrices du budget 2014 pour l'armée américaine. Ce dernier scénario se situe entre le scénario qui table sur 50 % du taux d'embauche historique et celui qui retient l'hypothèse de 75 % du taux d'embauche historique.

Dans un deuxième temps, pour chaque scénario d'embauche, les auteurs ont évalué le coût de la main-d'œuvre civile selon trois hypothèses :

- 1) la structure de niveau de rémunération reste stable jusqu'à l'exercice 2017, et l'augmentation du salaire civil suit les axes donnés dans le budget 2014 ;
- 2) la structure de niveau de rémunération reste stable jusqu'à l'exercice 2017, mais la rémunération est gelée pour certains grades et certains échelons ;
- 3) la structure de niveau de rémunération est décalée vers des niveaux inférieurs.

Ce deuxième jeu de scénarios permet de voir les marges de manœuvre possibles pour chaque unité. Par exemple, si le budget alloué entraîne une réduction des effectifs dans une unité, l'une des marges de manœuvre sera de réduire ou de geler les salaires de cette unité : le croisement des différents scénarios permettra de voir si le gel des salaires est une mesure suffisante ou s'il devra être assorti de licenciements pour coller aux objectifs du gouvernement.

Données et informations à retenir

► Le scénario d'embauche correspondant aux lignes données par le budget 2014 (modèle GTO) exige une réduction des effectifs civils dans l'armée américaine de 3,5 % entre 2014

et 2017, alors que le scénario tendanciel prévoit une augmentation de 10 % des effectifs civils sur cette période.

► Toujours selon le scénario GTO (budget 2014), d'ici 2017, tous les niveaux de commandement devraient connaître une baisse de leurs effectifs civils, mais il est intéressant de noter que sous le scénario GTO, certains niveaux de commandement (*Installation Management Command* et *Active Army Support to Reserve*) connaissent une réduction de leur personnel moindre que dans le scénario tendanciel. Pour tous les scénarios, les commandements qui subissent la réduction d'effectifs civils la plus importante sont le *Medical Command* et l'*Army National Guard*, tandis que les commandements *Army Materiel Command*, *Army Corps of Engineers*, *Support to Reserve* et *Acquisition Support*, connaissent une faible réduction de leurs effectifs.

En termes de professions, sous le scénario GTO, les plus grandes réductions d'effectifs concernent le personnel médical et vétérinaire, le transport et l'équipement, ainsi que les ressources humaines.

► Le scénario tendanciel prévoit près de 120 000 embauches d'ici 2017 et environ 92 000 départs. Pour le scénario GTO qui suit les directives dictées dans le budget 2014, ces chiffres s'élèvent à 75 000 embauches pour environ 83 000 départs. Par ailleurs, pour coller au budget 2014, 1 600 suppressions de poste devront être opérées.

Le budget 2014 prévoit un renforcement de certains commandements en termes de personnel puisque pour cinq des dix commandements (*Army Corps of Engineers*, *National Guard*, *Installation Management*, *Army Support to Reserve*, et *Field Operating Agencies of the Army Staff*), l'embauche de nouveaux personnels est plus élevée dans le scénario GTO que dans le scénario qui table sur 75 % du taux d'embauche historique, et pour deux commandements (*Installation Management* et *Army Support to Reserve*), le budget 2014 prévoit des embauches plus importantes que dans le scénario tendanciel qui correspond au taux d'embauche moyen sur la période 2005-2012.

Dans tous les scénarios, les réductions d'effectifs se concentrent essentiellement sur deux commandements : *Acquisition Support* et *Network Enterprise Technology*. Toutefois, les effectifs de ces deux commandements continuent de croître dans tous les scénarios car les mutations internes vers ces commandements sont importantes.

► Si le nombre d'embauches et le niveau des salaires d'ici 2017 suivent effectivement les recommandations du budget 2014, les dépenses en termes de main-d'œuvre civile dans l'armée américaine n'augmenteraient que très légèrement et passeraient de 27,5 milliards de dollars US en 2013 à 27,7 milliards de dollars US en 2017. En revanche, à niveau d'embauche inchangé par rapport à la période 2005-2012 et toujours en suivant les axes du budget 2014, les dépenses augmenteraient alors de 3,4 milliards de dollars US d'ici 2017.

Toutefois, même si les coûts sont largement influencés par l'effectif total du personnel, il est également possible de jouer sur les salaires pour les réduire. Le rapport montre qu'un gel des niveaux de salaire sur la période 2014-2017 permettrait une économie de 1,1 milliard de dollars US si le niveau d'embauche suit les recommandations du budget 2014.

Conclusions et analyse critique

Les résultats de cette étude montrent que l'atteinte des objectifs fixés par le budget 2014 nécessitera de réduire les embauches de personnel civil dans l'armée américaine tout en conservant des niveaux d'embauche élevés pour certains commandements clefs (*Instal-*

lition Management, Support to Reserve, etc.). À l'inverse, certains commandements (*Acquisition Support* et *Network Enterprise Technology*) pourraient subir des coupes importantes en termes de personnel. Si les objectifs de réduction du nombre d'employés civils dans l'armée sont revus à la hausse (d'une réduction de 50 % des taux d'embauche à un gel complet des embauches), certains commandements supplémentaires pourraient subir une réduction importante de personnel (*Matériel, Corps of Engineers*).

En termes de coûts, un gel total des embauches sur la période 2014-2017 permettrait au gouvernement américain d'économiser 20 milliards de dollars US d'ici 2017. Et pour chaque niveau d'embauche, les coûts salariaux pourraient être réduits d'un milliard de dollars US avec un gel des salaires sur la période 2014-2017, ou une limitation des promotions, ou encore une concentration de l'embauche sur les emplois à bas salaires.

Toutefois, les auteurs du rapport préconisent de peser les avantages et les inconvénients d'une politique de ce type car si les salaires perdent de leur attractivité, cela pourrait se solder par une fuite des cerveaux de l'armée américaine vers le secteur privé.

Ce rapport est intéressant dans la mesure où il détaille les impacts de différentes politiques salariales et / ou d'embauche de personnel civil dans l'armée américaine en termes de coûts pour le gouvernement américain. En plus de l'aspect financier, il permet de mettre en évidence les professions et les commandements qui nécessiteront de la main-d'œuvre d'ici 2017 et qui ne sont pas forcément les mêmes que sur la période 2005-2012. Toutefois, il est dommage que le rapport ne détaille pas les raisons d'un taux d'embauche plus ou moins élevé pour telle profession ou tel commandement.

Par ailleurs, si on comprend bien l'utilité d'un scénario tendanciel (qui suit le taux d'embauche moyen) ainsi que celle d'un scénario qui traduit les lignes fixées par le budget 2014, le rapport ne justifie pas les autres scénarios d'embauche qui vont d'un gel total des embauches vers un niveau équivalent à 75 % des niveaux d'embauche historiques. Il aurait été intéressant d'identifier les facteurs conduisant à de tels niveaux d'embauche. Un scénario de forte augmentation du taux d'embauche sur la période 2014-2017 (au-delà des niveaux historiques) aurait également pu être envisagé, à la suite d'une crise majeure aux États-Unis, comme ce fut le cas suite aux attentats du 11 septembre 2001, par exemple. ■

Pourquoi un Observatoire de la prospective internationale de défense ?

À l'image des rapports de prospective géostratégique et géopolitique réalisés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) au cours des dernières années, nombre de ministères de la Défense étrangers élaborent et publient des analyses de référence à caractère prospectif et géostratégique. Concentrées jusqu'à présent dans les pays anglo-saxons, ces approches ont connu un relatif essor au cours des dernières années au sein d'autres pays occidentaux et émergents.

Au-delà de cette approche institutionnelle, les acteurs privés (instituts de recherche) et publics (universités, etc.) produisent régulièrement, par eux-mêmes, un corpus de travaux prospectifs intéressant directement ou indirectement la défense. Ils représentent une source ouverte d'information dense et de qualité, dont les points de convergence avec les travaux institutionnels peuvent être par ailleurs importants.

Pour identifier ces travaux, la DAS a créé un observatoire en charge du suivi des études internationales de nature prospective intéressant la défense à un horizon de 10 à 30 ans. Cet observatoire donne lieu à une veille sur les travaux de prospective issus de neuf pays (Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, Inde, Royaume-Uni). Des rapports trimestriels rendent compte des principaux documents identifiés ; certains d'entre eux font l'objet d'une analyse plus approfondie. Six notes d'analyse thématiques annuelles complètent les travaux de l'observatoire.

La création et les activités de cet observatoire ont été confiées à un consortium réunissant la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et Futuribles.

Qu'est-ce que la prospective ?

Démarche d'anticipation, la prospective n'a pas pour autant comme ambition de prédire l'avenir. Elle se fixe en revanche comme objectif d'étudier avec rigueur les futurs possibles en germe dans la situation actuelle. Cette prospective dite exploratoire est le plus souvent développée comme instrument d'aide à la décision.

Le terme « prospective » peut recouvrir différentes pratiques qui vont de l'exploration se voulant la plus objective possible des futurs envisageables, à l'expression de visions plus ou moins structurées et argumentées. Quelle que soit leur méthodologie, les démarches prospectives dont il est rendu compte dans le cadre de cet observatoire ont pour ambition de servir ou d'orienter les politiques publiques des États, ou les stratégies des acteurs non étatiques.

Les rapports trimestriels de l'Observatoire de la prospective internationale de défense sont publiés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS).

Comité de rédaction : Matthieu Anquez (CEIS), Robert Chaouad (IRIS), François de Jouvenel (Futuribles) et Jean-Pierre Maulny (IRIS)

Conception graphique et secrétariat de rédaction : Stéphanie Debruyne (Futuribles)

© DAS, 2014 - Publié le 16 octobre 2014

Informations - contact : Nicolas Bronard, DAS, ministère français de la Défense
E-mail nicolas.bronard@defense.gouv.fr